

En Angola, élection serrée pour le parti au pouvoir

Le président sortant, Joao Lourenço, a échoué à réformer le pays malgré une campagne anticorruption

REPORTAGE
Dès son élection en août 2017, Joao Lourenço avait prévenu : « *Il y a de l'argent en Angola et on va le trouver.* » Le chef de l'Etat, qui brigue un deuxième mandat mercredi 24 août lors d'élections législatives qui amènent les députés à élire ensuite le président, s'était alors lancé dans une vaste campagne anticorruption. Il avait appelé les exilés fiscaux à rapatrier leurs fonds dans ce pays lusophone d'Afrique australe, deuxième producteur de pétrole du continent (environ 1,1 million de barils par jour), mais où plus de la moitié de la population vit avec moins de 1,9 dollar par jour.



« La population s'est lassée car Lourenço n'a pas apporté de réelles solutions au pays »

En Angola, une élection serrée pour le parti au pouvoir

Dès son élection en août 2017, Joao Lourenço avait prévenu : « *Il y a de l'argent en Angola et on va le trouver.* » Le chef de l'Etat, qui brigue un deuxième mandat mercredi 24 août lors d'élections législatives qui amènent les députés à élire ensuite le président, s'était alors lancé dans une vaste campagne anticorruption. Il avait appelé les exilés fiscaux à rapatrier leurs fonds dans ce pays lusophone d'Afrique australe, deuxième producteur de pétrole du continent (environ 1,1 million de barils par jour), mais où plus de la moitié de la population vit avec moins de 1,9 dollar par jour.

Au début de son mandat, Joao Lourenço avait surtout traqué les pétrodollars siphonnés par la famille de son prédécesseur, [José Eduardo dos Santos, mort le 8 juillet](#) et dont les obsèques doivent se dérouler en fin de semaine, à Luanda, dans un contexte tendu.

Lire aussi : [Article réservé à nos abonnés L'ancien président angolais José Eduardo dos Santos est mort](#)

Isabel, la fille aînée de celui qui a régné d'une main de fer de 1979 à 2017, n'ira pas aux funérailles. Une enquête menée en 2020 par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), baptisée « Luanda Leaks », a révélé, entre autres malversations, un pillage des ressources pétrolières orchestré au sommet de la Sonangol, l'entreprise publique qui gère les revenus de l'or noir, et dont elle était directrice.

Celle que la rue angolaise surnomme « Princesa » doit aujourd'hui restituer plus de 400 millions d'euros d'actions à la société. Isabel dos Santos est aussi visée par une enquête au Portugal, où elle siégeait au conseil d'administration de plusieurs banques. Quant à son demi-frère, José Filomeno, placé par son père à la tête d'un fonds souverain de 5 milliards de dollars, il a été condamné en 2020 à Luanda à cinq ans de prison pour escroquerie et blanchiment.

L'inflation avoisine les 21,4 %

« *L'Angola a recouvré des actifs représentant plus de 9,6 milliards d'euros de biens publics* », s'est félicité en février Francisco Queiroz, ministre de la justice. Pour son opération « mains propres », Joao Lourenço, ancien général d'artillerie formé en URSS, a reçu les félicitations du Fonds monétaire international (FMI). S'il est réélu, le candidat du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), dont le portrait s'affiche partout le long de la route de l'aéroport avec le slogan « *A força do povo* » (« la force du peuple »), a

promis d'augmenter le salaire minimum et celui des fonctionnaires. Cela suffira-t-il ? Même s'il reste le favori des sondages, le scrutin s'annonce serré.

A Luanda, l'une des capitales les plus chères du monde, les immeubles modernes du centre-ville dominant des bidonvilles, les *musseques*, qui s'étirent à perte de vue ; des cireurs de chaussures de moins de 10 ans attendent leurs clients devant les concessionnaires de voitures de sport. A la crise économique liée à l'effondrement des cours du brut pendant la pandémie de Covid-19 est venue s'ajouter une inflation qui avoisinait les 21,4 % en juillet, selon l'Institut national de statistiques angolais, et une sécheresse qui a privé de revenus beaucoup d'agriculteurs. Et, quand ils ont la chance de travailler ou de voyager, les Angolais ne supportent plus les innombrables tracasseries bureaucratiques qui leur rendent la vie impossible.

Lire aussi : [Article réservé à nos abonnés Dans l'est de la RDC, la rébellion du M23 pousse toujours plus de civils sur les routes](#)

« *Le bilan de Joao Lourenço est très mitigé, car la situation économique ne s'améliore pas*, souligne Didier Péclard, spécialiste de l'Angola et professeur d'études africaines à l'université de Genève. *Le pays reste très dépendant du pétrole, car les réformes qui visaient à diversifier les ressources n'ont pas abouti. Quant aux efforts menés contre la corruption, ils ont davantage ressemblé à une lutte contre le clan dos Santos.* »

« *En s'attaquant à la famille de l'ancien président, Joao Lourenço a fait en sorte que l'Angola redevienne fréquentable au niveau international*, ajoute Daniel Ribant, auteur de *Força Angola* (L'Harmattan). *Mais la population s'est un peu lassée, car il n'a pas apporté de solutions concrètes au pays.* » La traque aux milliards détournés a marqué le pas en 2020. La vieille garde du MPLA n'a jamais été vraiment inquiétée.

Un vent nouveau

Lié au Parti communiste portugais, ce mouvement d'inspiration marxiste-léniniste bénéficie du soutien de l'ex-URSS et de Cuba lorsque Agostinho Neto devient le premier président de l'Angola en 1975. Une guerre civile l'oppose alors à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), un parti d'opposition soutenu par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud de l'apartheid. A la mort de Neto, en 1979, José Eduardo dos Santos est désigné par les membres du comité central du MPLA et il s'installe à la Cidade alta, le palais présidentiel.

En 2002, la mort de Jonas Savimbi, fondateur de l'Unita, met un terme à la guerre, dont le bilan s'élève à 500 000 morts. Le « *camarade numéro un* », José Eduardo dos Santos, reste au pouvoir jusqu'en 2017, puis il passe la main à Joao Lourenço, son ministre de la défense. Le MPLA, qui n'a jamais perdu une élection, dirige le pays depuis quarante-sept ans.

Lire aussi : [Article réservé à nos abonnés En Afrique, les militantes de l'accès à l'IVG s'inquiètent des répercussions de l'abrogation de l'arrêt Roe vs Wade](#)

Et si un vent nouveau soufflait sur l'Angola ? Dans les rangs de l'Unita, l'espoir n'a jamais été aussi grand. « *A hora é agora !* » (« l'heure est venue ! »), dit le slogan d'Adalberto Costa Junior, le principal candidat de l'opposition. « *N'ayez pas peur du changement !* », a aussi martelé lundi 22 août, lors de son dernier meeting, celui qui a séduit la jeunesse urbaine et connectée grâce à une énergie qui tranche avec son adversaire. Mais la force « d'ACJ », c'est surtout d'avoir réuni plusieurs partis d'opposition au sein d'un Front patriotique uni, et notamment la coalition Casa-CE d'Abel Chivukuvuku (qui avait recueilli 10 % des voix lors des élections de 2017).

Agé de 60 ans, Adalberto Costa Junior est un pur produit de l'Unita qui a gravi les échelons de son parti au Portugal, où il a longtemps mobilisé la diaspora. Après son diplôme d'ingénieur électrique, il obtient la nationalité portugaise, à laquelle il renonce en 2019 afin de se présenter à l'élection présidentielle angolaise. « *Il a su créer une dynamique autour de lui*, estime Daniel Ribant. *Le MPLA le craint et montre des signes de nervosité, même s'il y a peu de chance qu'il cède le pouvoir.* » Au sein de l'Unita, le candidat a aussi des détracteurs.

Parmi les vétérans, on lui reproche notamment de ne pas avoir combattu pendant la guerre civile.